



### **Parti communiste du Québec (PCQ)**

Site Internet : - [www.pcq.qc.ca](http://www.pcq.qc.ca) - Courriel : [pcq@sympatico.ca](mailto:pcq@sympatico.ca)

Tél (Pour la région de Montréal) : 450-419-5132

Tél (Pour la région de Québec) : 418-380-9546

Casier postal 482 Succursale Place-d'Armes

Montréal ( Québec ) H2Y 3H3

## **Il faut répondre répondre aux attentes des gens face à la question nationale**

### **Par le Comité exécutif central du PCQ**

10 octobre 2006

Comme c'est le cas pour la plupart des organisations de gauche au Québec, la question nationale québécoise était et demeure toujours au cœur des grands débats au sein du PCQ. Et comme il s'agit d'un des plus vieux partis politiques, créé en 1921, ces débats en son sein ne datent pas non plus d'hier.

Pour plus d'informations à propos de la résolution votée à ce propos par les délégués du PCQ lors de notre XVe congrès, en avril 2005, laquelle résolution représente notre plus récente prise de position, votée en congrès, nous en avons annexé une copie à ce document.

Pour nous, l'avènement d'un Québec indépendant constitue une porte importante, pouvant faire avancer de manière importante notre propre combat pour le socialisme. **Pour nous, la meilleure manière de faire progresser autant la lutte pour le socialisme que la lutte pour mettre fin à toute forme d'oppression nationale au Québec consiste à lier ces deux combats ensemble.**

Autre point important. **Autant, le PCQ appuie le projet d'indépendance pour le peuple québécois, autant il appuie également les revendications nationales des Premières Nations ainsi que du peuple Inuit, habitant sur le territoire actuel du Québec.** Les XIVe et XVe congrès du PCQ étaient très clairs là-dessus. Cela inclut la reconnaissance de leur propre droit à l'autodétermination, là où cela peut s'appliquer et où ceux-ci en font eux-mêmes la demande.

**Le PCQ demeure ouvert face aux différents scénarios possibles pouvant permettre d'enclencher le processus d'accession à l'indépendance pour le peuple québécois.** Dans le cadre de l'élaboration des stratégies et tactiques, il faut tenir compte des nombreux obstacles mis en place au fil des ans par l'État central à

Ottawa (tous partis fédéralistes confondus) pour empêcher que le peuple québécois puisse décider de son propre avenir; cela inclut la fameuse loi sur la clarté référendaire; il faut aussi tenir compte de la réalité politique au Québec ainsi que de l'état des forces et des rapports de forces au sein du mouvement souverainiste. Le débat au sein du PCQ ainsi qu'avec les autres forces oeuvrant déjà au sein du mouvement souverainiste n'est pas terminé à ce niveau.

**De toute manière, et jusqu'à l'avènement de ce processus, il faudra continuer à sans cesse peaufiner ces stratégies et ces tactiques.**

Le PCQ entend travailler étroitement avec toutes les autres forces de gauche, au sein du mouvement souverainiste, pour faire valoir la meilleure approche à suivre.

Pendant près de 30 ans, le PQ s'est imposé comme la principale force politique au sein du mouvement souverainiste et, pendant toutes ces années, il a tout fait pour s'assurer d'un contrôle quasi-total. Telle est d'ailleurs toujours la ligne de conduite de la direction du PQ, aujourd'hui même; **mais cette ligne de conduite marche de moins en moins.** En autant d'années, la direction bourgeoise du PQ **a en même temps fait la démonstration de ses propres faiblesses et limites.**

Le terme de « parti bourgeois » pour identifier le PQ peut prêter à confusion dans la mesure où le PQ possède, encore aujourd'hui, un membership dont une grande partie est issue des milieux ouvriers. Mais sa direction est de plus en plus dominée par des éléments bourgeois prônant un discours ouvertement de droite et néo-libéral et avec lequel de plus en plus de gens ont de la misère à coexister. Et cela est le plus important. C'est d'ailleurs à cause de cela que le PQ glisse de plus en plus à droite. Depuis la fin des années 70, la direction du PQ s'est également et plus d'une fois compromise dans une orientation pro-intégration avec les USA qui cadre mal avec l'opinion d'une bonne partie de la population au Québec.

Non seulement, tout cela a-t-il attisé les tensions au sein du mouvement souverainiste, en particulier avec son aile gauche (favorisant objectivement l'avènement d'un parti comme *Québec solidaire*), non seulement tout cela a-t-il fini par fortement amenuiser, surtout ces dernières années alors que le PQ était au pouvoir à l'Assemblée nationale, les grands acquis sociaux pour lequel une bonne partie du Québec s'était battu si longtemps, mais cela a également créé toute une série de nouveaux problèmes et de défis pour le mouvement souverainiste et la réalisation de son objectif d'indépendance pour le Québec.

Au sein même du PQ, ce glissement à droite a aussi eu son impact. Le fait que le PQ peut de moins en moins compter sur une base militante active est directement relié à ce glissement.

L'apparition de *Québec solidaire* comme nouveau pôle de référence pour les forces de gauche ramènent les pendules vers une situation plus « normale » et bénéfique dans la mesure où le quasi monopole du PQ et du Parti libéral sur la scène politique québécoise, pendant si longtemps, avait fini par ossifier pas mal la vie politique chez nous. L'arrivée plus récente de l'ADQ n'aura servi en bout de ligne qu'à renforcer encore plus l'idéologie bourgeoise dominante.

Dans un tel contexte, les forces de gauche au Québec pourraient être amenées à jouer un rôle beaucoup plus important que ce à quoi elles étaient habituées à jouer depuis des années. La question clef reste à savoir si elles sauront effectivement jouer ce nouveau rôle et remplir les attentes de plus en plus nombreuses que les gens ont face à elles.

Au cours des prochaines années, les forces de gauche devront faire la démonstration que cela prend un important coup de barre au niveau des orientations suivies jusqu'ici par le mouvement souverainiste et **que cela inclut une remise en cause du contrôle quasi-total exercé jusqu'ici par la direction du PQ**. Ces forces de gauche doivent faire la démonstration qu'elles sont les mieux à même de défendre les intérêts des travailleurs ainsi que de toutes les couches populaires, y compris sur le front de la question nationale.

De manière à faire avancer les débats et donner certaines perspectives pouvant faire débloquer la situation, il y a des choses qui peuvent être faites et devraient être encouragées. Depuis son XIVe congrès, en 2001, le PCQ soutient la mise en place d'une **Assemblée constituante**, représentant toutes les différentes composantes de la société civile ainsi que les divers courants politiques oeuvrant au sein de la société québécoise, et dont le mandat serait d'établir un projet de Constitution pour un futur Québec indépendant.

Le PCQ ne prétend pas à la paternité d'un tel projet. D'autres y avaient pensé avant nous. Malheureusement, cette idée n'a pas eu jusqu'ici toute la publicité et l'attention qu'elle aurait mérité et c'est dommage.

Cette assemblée pourrait également avoir comme mandat d'établir les grands contours de ce que pourrait être la forme d'association avec le reste du Canada, advenant que celui-ci accepte bien sûr de négocier avec le Québec pour une telle association.

La mise sur pied d'une telle Assemblée constituante aurait comme principal avantage de rendre encore plus démocratique tout le processus d'accession à l'indépendance. Cela tient en même temps compte du fait que le PQ n'a justement plus un monopole exclusif sur le mouvement souverainiste et que la composition de l'Assemblée nationale n'est pas le reflet de tous les courants existant sur la scène politique québécoise. La mise sur pied d'une telle assemblée devrait se faire rapidement, au début de ce processus, et il n'est d'ailleurs pas nécessaire qu'un référendum ait eu lieu au préalable pour commencer à bouger à ce niveau.

Finalement, le PCQ croit également à la nécessité d'organiser, d'ici à la fin du processus, et avant la déclaration officielle d'indépendance, la tenue d'un référendum pour faire endosser par le peuple québécois le projet de Constitution qui aura été élaboré par l'Assemblée constituante. La tenue d'un référendum n'a pas besoin d'être le point de départ de tout le processus mais il devra y en avoir un, à un moment donné, de manière à faire confirmer tout le projet par la population et s'assurer que tout ce processus soit vraiment démocratique, du début jusqu'à la fin.

D'ici là, le fait qu'une majorité d'électeurs et d'électrices favoriseraient, à l'occasion d'une éventuelle élection générale, des candidats et des candidates provenant de divers partis mais prônant tous et toutes ouvertement la souveraineté du Québec, devrait être suffisant pour mettre en marche le processus d'accession à cette souveraineté. Tout cela pourrait même se faire sans qu'il y ait en tant que telle une alliance de conclue. Il faudra cependant, et au préalable, que tous les partis concernés s'y engagent d'une manière ou d'une autre. Ce qui, du côté du PQ, est encore loin d'être évident.

Pour le reste, et comme nous le disions déjà plus haut, nous restons ouverts à toutes les idées qui pourraient surgir.